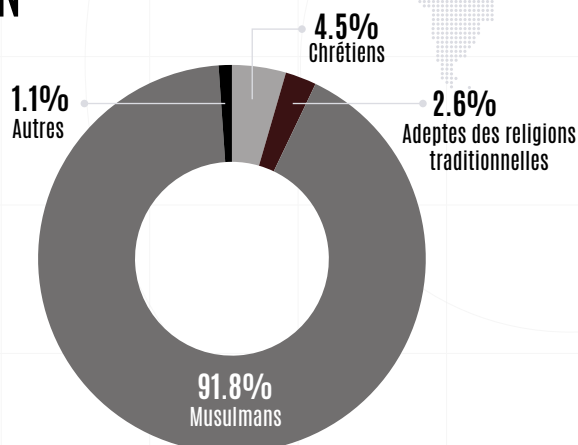




SOUDAN

RELIGION



Population

43,541,203



PIB par habitant

4,467 US\$



Surface

1,886,068 Km²



Indice de Gini*

34.2

*Inégalité économique

LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Après 30 ans passés au pouvoir, l'homme fort du Soudan, Omar el-Béchir, a été évincé en avril 2019. Sa chute a commencé en décembre 2018 lorsque des manifestations pacifiques, qui avaient éclaté à travers le Soudan, ont été violemment réprimées. Le renversement d'El-Béchir par l'armée du pays a mis fin à un système soutenu par la corruption et l'autoritarisme. Déjà en 2009, la Cour pénale internationale (CPI)¹ l'avait inculpé de nettoyage ethnique et de génocide au Darfour, où 500.000 civils avaient trouvé la mort.² Le nouveau gouvernement soudanais, après son arrivée au pouvoir, a accepté de remettre El-Béchir à la Cour pénale internationale pour qu'il y soit jugé.³

À la suite du changement de régime, la Constitution nationale intérimaire du Soudan de 2005 a été remplacée par le Projet de Déclaration constitutionnelle. Cette nouvelle charte a été signée par le Conseil militaire de transition et la coalition des Forces pour la liberté et le changement, le 4 août 2019.⁴ Elle pose les bases d'une transition de trois ans vers un régime civil, culminant par des élections. À l'heure actuelle, l'organe directeur du Soudan s'appelle le Conseil souverain et est composé de

11 membres (militaires et civils). L'un d'eux est un chrétien copte.⁵

En vertu de la Constitution de 2019, la non-discrimination religieuse est reconnue à l'article 4, alinéa 1er. L'article 43 établit l'obligation de l'État de protéger un tel droit. L'article 56 met l'accent sur la « liberté de religion et de culte », précisant que chacun a le droit d'exprimer librement sa religion, et que personne ne peut être contraint de se convertir ou de pratiquer des rites qu'il « n'accepte pas volontairement ».⁶

Malgré la reconnaissance formelle de la liberté religieuse exprimée dans la Constitution, des questions telles que la conversion, l'apostasie, le blasphème, le prosélytisme et d'autres « infractions religieuses » sont des domaines qui préoccupent sérieusement le gouvernement et les législateurs soudanais.

Le Code criminel prévoit de lourdes peines en cas de blasphème.⁷ L'apostasie, la conversion par abandon de l'islam, la discrimination religieuse et d'autres questions religieuses controversées parviennent rarement devant la Cour constitutionnelle et sont plutôt traitées par des tribunaux inférieurs, conformément aux lois et procédures fondées sur la jurisprudence islamique.⁸ Cela laisse les personnes, soupçonnées d'agir contre les normes isla-

miques, en grande partie sans protection légale et avec peu d'accès à des tribunaux impartiaux.

Le Ministère de l'Éducation exige un minimum de 15 élèves pour qu'une instruction religieuse chrétienne soit fournie dans une classe. Depuis la sécession du Soudan du Sud, ce nombre est rarement atteint, si bien que les élèves chrétiens doivent recourir à des cours d'instruction religieuse dispensés par leurs propres Églises en-dehors des heures d'école.⁹ Le gouvernement est également soupçonné d'exploiter les divisions internes ou les tendances dissidentes au sein de groupes religieux minoritaires pour affaiblir les Églises et les communautés existantes, en particulier dans le cas des conflits portant sur des propriétés ecclésiastiques.¹⁰

Le Soudan a été défini dans le passé comme un « État milicien¹¹ », connu pour arrêter rapidement ses citoyens sur des accusations telles que l'indécence et le trouble à l'ordre public, et intervenant facilement contre les dissidents politiques, activistes, journalistes, dirigeants religieux ou politiques, etc., considérés comme une menace pour le gouvernement. Les forces armées et les agences de sécurité soudanaises ont souvent été accusées de détentions arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de mauvais traitements infligés aux détenus.¹² Les violations des droits de l'homme semblent particulièrement flagrantes dans les États encore touchés par les conflits armés, à savoir le Darfour, le Kordofan méridional et le Nil Bleu.

Jusqu'au changement de gouvernement en 2019, les organisations de défense des droits de l'homme critiquaient unanimement les autorités soudanaises pour les discriminations et l'oppression pratiquées à l'encontre de certains groupes pour des raisons religieuses¹³, comme s'ils représentaient des menaces pour la cohésion sociale ou la sécurité. Les chrétiens étaient fréquemment pris pour cible dans les Monts Nouba, une région de l'État du Kordofan méridional qui s'est enlisée dans des insurrections menées par des groupes réclamant l'indépendance. Certains groupes musulmans, en particulier les congrégations chiites et coraniques, sont également sous la surveillance étroite des agences de sécurité.¹⁴

En juillet 2017, le Ministère de l'Éducation de l'État de Khartoum a émis une injonction interdisant aux écoles chrétiennes de donner des cours le samedi et leur imposant le « week-end musulman » du vendredi et du samedi au lieu du week-end habituel du vendredi et du dimanche autorisé jusqu'à présent.¹⁵ Les évêques du pays et diffé-

rents chrétiens se sont plaints, mais ce n'est qu'à l'arrivée au pouvoir du Conseil militaire de transition que cette injonction a été annulée. Désormais, le dimanche est le jour de repos officiel pour les écoles chrétiennes du Soudan.¹⁶

Le nouveau Gouvernement de transition du Soudan a annoncé une nouvelle ère pour la liberté religieuse dans le pays. Le Ministre des Affaires religieuses et des Dotation, Nasredin Mufreh, a présenté des excuses publiques aux chrétiens soudanais « pour l'oppression et le mal infligés à vos corps, pour la destruction de vos temples, le vol de vos biens, l'arrestation et la poursuite injustes de vos serviteurs et la confiscation des bâtiments ecclésiastiques ».¹⁷ À l'heure actuelle, le gouvernement a officiellement exprimé son intention de rétablir les valeurs de coexistence religieuse qui existaient avant le régime islamiste d'el-Béehir.¹⁸

Sous le nouveau pouvoir, le Soudan a déclaré Noël jour férié national, ce qui n'était pas le cas depuis la sécession du Soudan du Sud. À cette occasion, les chrétiens sont descendus dans la rue de la capitale pour une « Marche pour Jésus », en chantant et partageant le message évangélique sur des bannières¹⁹, une tradition interdite sous le gouvernement de El-Bechir.

Le ministre des Affaires religieuses et des Dotation a demandé aux chefs religieux et aux prédicateurs « d'adopter un discours modéré, [qui] s'abstienne d'extrémisme et se concentre sur ce qui unit le peuple ».²⁰ Il a ajouté qu'il souhaitait modifier le programme scolaire religieux « pour approfondir l'esprit de tolérance ».²¹ En outre, il a également invité les juifs soudanais à revenir dans le pays²². La plupart étaient partis après l'indépendance en 1956.²³

Cela représente un contraste frappant par rapport à l'ancien gouvernement d'Omar el-Béehir, lequel avait déclaré en 2011 qu'il voulait adopter une Constitution « à 100 % » islamique après la sécession du Sud²⁴ à majorité chrétienne. Sous l'ancien homme fort, « des missionnaires étrangers ont été expulsés, des églises confisquées ou démolies et des chefs religieux harcelés et arrêtés ».²⁵ Dans le cadre de cette politique d'islamisation complète, le ministre de l'Orientation et des Dotation avait annoncé en 2013 qu'aucun nouveau permis ne serait accordé pour construire de nouvelles églises.²⁶

En juillet 2020, la loi sur l'apostasie a été abolie. Mais pour plusieurs ONG, cela n'est pas allé assez loin. À leur avis, la nouvelle Constitution est viciée, car de nombreuses libertés individuelles ne sont toujours pas protégées adé-

quement.²⁷

INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, le Soudan a connu une transition majeure. Omar El-Béchir a été chassé du pouvoir en avril 2019 après des mois de manifestations et une violente réaction des forces de sécurité. Pendant les troubles, la discrimination à l'égard des chrétiens a continué.

Avant les manifestations, les chrétiens ont signalé des violations de leur liberté de culte, ils se sont plaints de l'arrestation de pasteurs et de la confiscation systématique des biens appartenant à l'Église.²⁸

En octobre 2018, treize chrétiens ont été arrêtés au Darfour par des agents du Service national de renseignement et de sécurité du Soudan.²⁹ Trois d'entre eux étaient d'origine chrétienne et ont été libérés, mais les autres, qui étaient convertis de l'islam, n'ont été libérés qu'après avoir été frappés et forcés de promettre qu'ils abandonneraient leur nouvelle foi.³⁰ Les mauvais traitements infligés pendant la détention ont été si graves que quatre d'entre eux ont dû être transférés à Khartoum pour y être soignés.³¹ Le chef du groupe, Tajadin Idris Yousef, « a refusé de renoncer à sa foi » et a été placé en détention provisoire pour apostasie.³²

L'Église Soudanaise du Christ (ÉSC) et le gouvernement sont impliqués depuis longtemps dans un différend portant sur la propriété et le contrôle de certains biens ecclésiastiques. En octobre 2018, la police d'Omdurman a demandé à l'ÉSC de « remettre la direction de l'assemblée » à un groupe rival.³³ Dans une autre affaire le même mois, le gouvernement a perdu en justice contre l'Église, et a été forcé de restituer à l'ÉSC 19 biens, qui avaient été confisqués deux ans plus tôt.³⁴

L'Église évangélique presbytérienne du Soudan et le gouvernement sont également en conflit à propos de la propriété de biens immobiliers. Dans le passé, l'Église avait été condamnée à une amende et à la destruction de biens lui appartenant.³⁵

Après 2011, les chrétiens ont dû faire face à une grave pénurie de littérature religieuse et de matériel pédagogique religieux parce que « les fonctionnaires des douanes gouvernementales [...] retardaient le déchargement de plusieurs cargaisons contenant des Bibles en arabe à Port Soudan, sans explication ».³⁶ En octobre 2018, les au-

torités ont finalement autorisé la livraison de Bibles, qui avaient été retenues au port pendant six ans.

En décembre 2019, trois églises (orthodoxe, catholique et baptiste) de l'État du Nil Bleu (sud-est du Soudan) ont été incendiées. Après leur reconstruction, des assaillants non identifiés les ont de nouveau incendiées le 16 janvier 2020. La police n'a pas enquêté sur ces attaques, même si le ministre des Affaires religieuses a déclaré qu'il y aurait une enquête, en raison de « l'engagement du gouvernement à protéger les libertés religieuses » et les « lieux de culte contre toute menace ».³⁷

Pour l'Église catholique, les dernières années ont été difficiles. Après l'indépendance du Soudan du Sud, il y avait un manque de prêtres à El Obeid, capitale de l'État soudanais du Kordofan Septentrional, après que beaucoup d'entre eux sont retournés dans leurs terres d'origine, dans ce qui est devenu un nouvel État, le Soudan du Sud. Après le début de la guerre civile dans le nouveau pays en décembre 2013 (jusqu'en février 2020), environ 200.000 Sud-Soudanais ont fui vers le Soudan. Plus de la moitié d'entre eux étaient catholiques et avaient besoin « d'une assistance non seulement humanitaire mais également spirituelle ».³⁸

Au Soudan, les manifestations antigouvernementales qui ont éclaté en décembre 2018 ont duré sept mois, jusqu'en juin 2019. Au cours de cette période, des groupes de défense des droits humains ont condamné « l'usage excessif de la force, dont de balles réelles, contre des manifestants pacifiques³⁹ », exhortant le gouvernement à cesser d'utiliser la force meurtrière et de tuer les manifestants. Le « Conseil africain des chefs religieux – Religieux pour la paix » a également critiqué la répression des manifestations par le Conseil militaire de transition.⁴⁰

Pendant les troubles, plusieurs lieux de culte ont été attaqués. En février 2019, les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes sur une importante mosquée de Khartoum après la prière de midi un vendredi, blessant un certain nombre de fidèles.⁴¹ Les religieux musulmans ont condamné ces actes qui ont violé « le caractère sacré des mosquées ».⁴² Les forces de sécurité sont également entrées de force dans une autre mosquée, Beit el Mal, où elles ont frappé l'imam et le muezzin. De plus, ils portaient des armes et avaient leurs chaussures, ce qui est considéré comme un sacrilège.⁴³

En juin 2019, le pape François a appelé à la paix dans le pays et à la cessation des violences, invitant les parties à

engager le dialogue.⁴⁴ Le Président de la Conférence épiscopale catholique du Soudan, Mgr Edward Hiiboro Kussala, évêque de Tombura-Yambio, s'est félicité de l'accord de paix d'août 2019 entre l'armée soudanaise et l'opposition civile, et a remercié la communauté internationale, en particulier l'Union africaine, pour leur médiation.⁴⁵

Un an plus tard, les Églises soudanaises ont salué l'accord de paix entre le gouvernement de transition et divers groupes rebelles.⁴⁶ Mgr Michael Didi Adgum Mangoria, archevêque de Khartoum, a déclaré que l'accord de paix conclu en août 2020 entre le gouvernement et cinq groupes rebelles ne pourrait être parfait que si tous les groupes armés s'y joignaient. L'accord prévoit la création d'une commission nationale pour la liberté religieuse qui protégerait les droits des chrétiens dans le pays.⁴⁷ Il stipule également la séparation entre la religion et l'État. L'accord aura un effet dans le domaine de l'éducation parce que désormais, le Coran ne sera plus enseigné que dans les cours d'instruction religieuse islamique.⁴⁸

Dans le cadre des mesures mises en œuvre pour arrêter la propagation du coronavirus, Mgr Andali, évêque d'El Obeid, a déclaré que « les chrétiens étaient considérés au même niveau que les musulmans » en termes de « précautions à prendre ».⁴⁹ Le nombre de personnes fréquentant des lieux de culte a dû être réduit, y compris pendant la Semaine Sainte. L'évêque a également déclaré qu'aucun affrontement n'avait été signalé en raison de la peur du Covid-19 et des pourparlers de paix en cours.⁵⁰

Entre 2018 et 2020, un journaliste d'investigation indépendant travaillant pour la BBC s'est infiltré pour enquêter sur les allégations de mauvais traitements dans les écoles coraniques ou « khalwas ». Il a pu visiter 23 des 30.000 écoles coraniques qui existent au Soudan. Il a documenté toutes sortes d'abus contre de très jeunes garçons, dont certains étaient enchaînés au sol. Le gouvernement en a été informé avant la diffusion du documentaire, et a ordonné des poursuites judiciaires contre les écoles en question. Il a rapidement adopté une nouvelle loi interdisant de frapper les élèves.⁵¹

PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Fin décembre 2019, les États-Unis ont retiré le Soudan de leur liste des « pays particulièrement préoccupants » et l'ont mis dans la « Liste de surveillance spéciale ». C'est là une reconnaissance du fait que le nouveau gouvernement soudanais a pris des mesures en faveur d'une plus

grande liberté, y compris religieuse.

En effet, le ministre des Affaires religieuses a présenté ses excuses aux chrétiens pour l'oppression qu'ils avaient subie dans un passé récent, et a invité les juifs soudanais à revenir. En outre, le nouveau gouvernement a abrogé les interdictions imposées sous le régime de El-Béchar afin de permettre aux chrétiens de pratiquer à nouveau leurs traditions, et a fait la promotion d'un esprit de tolérance religieuse, contrairement au régime précédent.

Toutefois, des violations de la liberté religieuse continuent d'avoir lieu. La situation dans la région du Darfour, dans le sud-ouest du pays, est particulièrement préoccupante. Même si le gouvernement a pris des mesures positives en faveur de la liberté religieuse dans le pays, il reste à voir comment la situation évoluera au cours de l'actuelle période transitoire.

- 1 "Situation in Dafur, Sudan - In the case of the prosecutor v. Omar Hassan Ahmad al Bashir ('Omar al Bashir')," International Criminal Court, 4 mars 2009, https://www.icc-cpi.int/CourtRecords/CR2009_01514.PDF
- 2 "Omar al-Bashir ousted: how Sudan got here," BBC News, 11 avril 2019, <https://www.bbc.com/news/world-africa-47892742>
- 3 Samy Magdy, "Official: Sudan to hand over al-Bashir for genocide trial," Associated Press, 11 février 2020, <https://apnews.com/article/c6698024bdd7f1cade89b9b4101d25c1>; "Omar Bashir: ICC delegation begins talks in Sudan over former leader," BBC News, 17 octobre 2020, <https://www.bbc.com/news/amp/world-africa-54548629>
- 4 Draft constitutional charter for the 2019 transitional period, Constitution Net, <http://constitutionnet.org/sites/default/files/2019-08/Sudan%20Constitutional%20Declaration%20%28English%29.pdf>
- 5 "Sudan forms 11-member sovereign council, headed by al-Burhan," Al Jazeera, 20 août 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/8/20/sudan-forms-11-member-sovereign-council-headed-by-al-burhan>
- 6 Sudan 2019, Constitute Project, https://www.constituteproject.org/constitution/Sudan_2019?lang=en
- 7 Office of International Religious Freedom, "Sudan," 2019 International Religious Freedom Report, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/sudan/>
- 8 Ibid.
- 9 Ibid.
- 10 Suliman Baldo, "Radical Intolerance: Sudan's religious oppression and embrace of extremist groups," The Enough Project, décembre 2017, https://enoughproject.org/wp-content/uploads/2017/12/SudanReligiousFreedom_Enough_Dec2017_final.pdf
- 11 Steve Sweeney, "EU accused of propping up Sudan's 'militia state' in bid to block migrants," The Morning Star, 27 juin 2019, <https://morningstaronline.co.uk/article/w/eu-accused-of-propping-up-sudans-militia-state-in-bid-to-block-migrants>; Suliman Baldo, "Border Control from Hell: How the EU's migration partnership legitimizes Sudan's 'militia state'," The Enough Project, 6 avril 2017, <https://enoughproject.org/reports/border-control-hell-how-eus-migration-partnership-legitimizes-sudans-militia-state>
- 12 "Sudan," World Report 2018, Human Rights Watch, <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/sudan#ada87c>
- 13 "Expansion of the religious discrimination against Christians in Sudan," Sudan Democracy First Group, 8 avril 2017, <https://us7.campaign-archive.com/?u=7acabab6ae470b89628f88514&id=c8e9ad21d8&e=a9db638c83>
- 14 "Sudan," Annual Report 2020, US Commission on International Religious Freedom (USCIRF), pp. 80-81, <https://www.justice.gov/eoir/page/file/1271691/download>
- 15 "Sudan's church schools ordered to follow Muslim week," Radio Dabanga, 28 juillet 2017, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-s-church-schools-ordered-to-follow-muslim-week>
- 16 "Sudan's church schools to revert to Christian week," Radio Dabanga, 25 avril 2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-s-church-schools-to-revert-to-christian-week>
- 17 "Christmas message: minister apologizes to Sudan's Christians for their suffering," Radio Dabanga, 26 décembre 2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/christmas-message-minister-apologises-to-sudan-s-christians-for-their-suffering>
- 18 "Government urges unity of Christians to participate in Sudan's affairs," Sudan Tribune, 25 décembre 2019, <https://sudantribune.com/spip.php?article68753>
- 19 "Multitudes march for Jesus in Sudan as restrictions on Christianity decline," Uganda Christian News, 24 décembre 2019, <https://www.ugchristiannews.com/multitudes-march-for-jesus-in-sudan-as-restrictions-on-christianity-decline/>
- 20 "Minister: Sudanese must embrace diversity and tolerance," Radio Dabanga, 24 novembre 2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/minister-sudanese-must-embrace-diversity-and-tolerance>
- 21 "Minister: significant corruption in Sudan's Muslim endowment admin," Radio Dabanga, 25 décembre 2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/minister-significant-corruption-in-sudan-s-muslim-endowment-admin>
- 22 Kaamil Ahmed, "Sudan's new government invites Jewish community's return," Middle East Eye, 7 septembre 2019, <https://www.middle-asteye.net/news/sudans-new-government-invites-jewish-communitys-return>
- 23 "Sudan's lost Jewish community - in pictures," BBC News, 20 octobre 2019, <https://www.bbc.com/news/world-africa-49728912>
- 24 "Will end of sanctions against Sudan ease Bible shortage for 1 million Christians?," World Watch Monitor, 26 octobre 2017, <https://www.worldwatchmonitor.org/2017/10/will-end-sanctions-sudan-ease-bible-shortage-1-million-christians/>
- 25 Ibid.
- 26 "Sudan remains on US religious freedom blacklist," Radio Dabanga, 12 décembre 2018, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-remains-on-us-religious-freedom-blacklist>
- 27 "NGOs say changes to Sudan's Islamic laws don't go far enough," World Watch Monitor, 18 août 2020, <https://www.worldwatchmonitor.org/2020/08/ngos-say-changes-to-sudans-islamic-laws-dont-go-far-enough/>
- 28 "Government urges unity of Christians to participate in Sudan's affairs," Sudan Tribune, 25 décembre 2019, <https://sudantribune.com/spip.php?article68753>
- 29 "Sudan: 13 Christians arrested in Darfur, another church told to hand over property," World Watch Monitor, 17 octobre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/10/sudan-13-christians-arrested-in-darfur-another-church-told-to-hand-over-property/>
- 30 "Sudan: possible apostasy charges against church leader," Middle East Concern, 24 octobre 2018, <https://www.meconcern.org/2018/10/24/possible-apostasy-charges-against-church-leader/>

- 31 « Tortures et mauvais traitements à l'encontre de chrétiens, contraints à abjurer leur foi », Agenzia Fides, 7 novembre 2018, http://www.fides.org/fr/news/65042-AFRIQUE_SOUDAN_Tortures_et_mauvais_traitements_a_l_encontre_de_chretiens_contraints_a_abjurer_leur_foi
- 32 “Sudanese church leader charged with apostasy,” World Watch Monitor, 26 octobre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/sudanese-church-leader-charged-with-apostasy/>
- 33 “Sudan: 13 Christians arrested in Darfur, another church told to hand over property,” World Watch Monitor, 17 octobre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/10/sudan-13-christians-arrested-in-darfur-another-church-told-to-hand-over-property/>
- 34 “Sudanese government gives back 19 properties to church body,” World Watch Monitor, 26 septembre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/09/sudanese-government-gives-back-19-properties-to-church-body/>
- 35 “Sudan: 13 Christians arrested in Darfur, another church told to hand over property,” World Watch Monitor, 17 octobre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/10/sudan-13-christians-arrested-in-darfur-another-church-told-to-hand-over-property/>
- 36 “Sudan releases shipment of Bibles held in port for six years,” World Watch Monitor, 2 octobre 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/10/sudan-releases-shipment-of-bibles-held-in-port-for-six-years/>
- 37 “Sudan: three churches burned down twice within one month,” World Watch Monitor, 3 février 2020, <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/sudan-three-churches-burned-down-twice-within-one-month/>
- 38 « Témoignage de l'évêque d'El-Obeid sur les conséquences de la guerre au Soudan du Sud sur l'Eglise au Soudan », Agenzia Fides, 4 octobre 2018, http://www.fides.org/fr/news/64863-AFRIQUE_SOUDAN_Temoignage_de_l_Eveque_d_El_Obeid_sur_les_consequences_de_la_guerre_au_Soudan_du_Sud_sur_l_Eglise_au_Soudan
- 39 “Detainees tortured to death in Sudan,” Sudan Democracy First Group, 4 février 2019, <https://us7.campaign-archive.com/?u=7acabab6ae470b89628f88514&id=ac65763331>
- 40 « Condamnation de la répression brutale des contestations au Soudan de la part des responsables religieux africains », Agenzia Fides, 10 juin 2019, http://www.fides.org/fr/news/66172-AFRIQUE_SOUDAN_Condamnation_de_la_repression_brutale_des_contestations_au_Soudan_de_la_part_des_responsables_religieux_africains
- 41 Eric Oteng, “Sudanese forces fire tear gas at Khartoum mosque,” Africa News, 9 février 2019, <https://www.africanews.com/2019/02/09/sudanese-forces-fire-tear-gas-at-khartoum-mosque/>
- 42 “Sudan’s clerics voice outrage at violation of mosques,” Radio Dabanga, 17 février 2019, <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-s-clerics-voice-outrage-at-violation-of-mosques>
- 43 Ibid.
- 44 Linda Bordoni, “Pope at Regina Coeli prays for dialogue in Sudan,” Vatican News, 9 juin 2019, <https://www.vaticannews.va/en/pope/news/2019-06/pope-regina-coeli-appeal-sudan.html>
- 45 « Félicitations pour l'accord de Khartoum de la part de l'évêque de Tombura-Yambio », Agenzia Fides, 26 août 2019, http://www.fides.org/fr/news/66521-AFRIQUE_SOUDAN_Felicitations_pour_l_accord_de_Khartoum_de_la_part_de_l_Eveque_de_Tombura_Yambio
- 46 Lisa Zengarini, “Sudán: iglesias saludan el histórico acuerdo de paz firmado en Juba el 3 octubre,” Vatican News, 12 octobre 2020, <https://www.vaticannews.va/es/iglesia/news/2020-10/iglesias-sudanesas-saludan-el-historico-acuerdo-de-paz-juba-oct.html>
- 47 « Commentaires de l'archevêque de Khartoum concernant l'accord de paix », Agenzia Fides, 2 septembre 2020, http://www.fides.org/fr/news/68556-AFRIQUE_SOUDAN_Commentaires_de_l_Archeveque_de_Khartoum_concernant_l_accord_de_paix
- 48 « La séparation entre Etat et religion, gage de pluralité selon un missionnaire », Agenzia Fides, 29 septembre 2020, http://www.fides.org/fr/news/68719-AFRIQUE_SOUDAN_La_separation_entre_Etat_et_religion_gage_de_pluralite_selon_un_missionnaire
- 49 « Des progrès en direction de la démocratie, de la paix et de l'identité nationale selon l'évêque d'El Obeid », Agenzia Fides, 29 juillet 2020, http://www.fides.org/fr/news/68450-AFRIQUE_SOUDAN_Des_progres_en_direction_de_la_democratie_de_la_paix_et_de_l_identite_nationale_selon_l_Eveque_d_El_Obeid
- 50 « Espérance de l'Eglise face à l'absence d'affrontements et d'hostilité en ce temps de pandémie de Covid-19 », Agenzia Fides, 28 avril 2020, http://www.fides.org/fr/news/67818-AFRIQUE_SOUDAN_Esperance_de_l_Eglise_face_a_l_absence_d_affrontements_et_d_hostilite_en_ce_temps_de_pandemie_de_Covid_19
- 51 Fateh Al-Rahman Al-Hamdani, “Going undercover in the schools that chain boys,” BBC News, 7 décembre 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-55213710>